

FRONT DE GAUCHE

Vitry-sur-Seine

Communiqué

Les fonds publics ne doivent pas aller dans les poches des actionnaires Solidarité avec les salariés, salariées et syndicalistes d'Epin

Le collège-lycée privé d'Epin est un établissement sous contrat : à ce titre ses personnels d'enseignement sont rémunérés par l'État et il perçoit des subventions du département, de la Région et du Rectorat.

Epin fait partie du groupe J2M, holding financière, à but purement commercial, qui regroupe des écoles totalement hors-contrat. EPIN a réalisé 1,36 M d'€ de profits sur les 5 dernières années, qui ont été en totalité versés à la holding. Des subventions publiques et, une partie des sommes dépensées par les familles (frais de scolarité) sont ainsi directement passées dans les poches des actionnaires de ce groupe, alors que les locaux sont vétustes, nécessiteraient des travaux de remise aux normes et que les conditions de travail des élèves et des salarié-e-s sont dégradées.

Celles et ceux, personnels, délégués syndicaux qui ont dénoncé ce scandale sont victimes d'intimidation et de harcèlement.

Ceci doit cesser, le Front de Gauche Vitry demande au Rectorat et à la Préfecture de prendre leurs responsabilités :

Il faut mettre la gestion d'Epin sous contrôle public, exiger la restitution des 1,36 M d'€ afin d'effectuer les travaux nécessaires à la sécurité des élèves et des personnels, en finir avec les méthodes managériales brutales et irrespectueuses du droit du travail de la direction actuelle d'Epin.

Le « cas Epin » n'est pas strictement vitriote et plusieurs affaires du même type viennent d'être révélées. Cela démontre les dangers de la marchandisation de l'Éducation : pour le Front de Gauche Vitry la perspective d'un grand service public d'Éducation est toujours une nécessité !

